

Rwanda: un ex-proche du président Kagame accusé de collusion avec Kabuga

AFP, 9 février 2011

KIGALI - Kigali a accusé mercredi le colonel Patrick Karegeya, un ancien proche du président rwandais Paul Kagame, d'avoir levé en 2003 le gel de biens appartenant à l'homme d'affaires en exil Félicien Kabuga considéré comme l'argentier du génocide des Tutsi de 1994.

Ancien chef des renseignements extérieurs, le colonel Karegeya est actuellement exilé en Afrique du Sud d'où il ne cesse de critiquer le pouvoir de Kagame qu'il qualifie de "dictature".

Félicien Kabuga est l'un des principaux suspects du génocide encore en fuite. Recherché par le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) basé à Arusha, en Tanzanie, il est soupçonné notamment d'avoir importé les machettes utilisées pour tuer les Tutsi.

Le porte-parole du parquet général du Rwanda, Alain Mukurarinda a affirmé mercredi sur Radio Rwanda que Karegeya avait, en 2003, remis à la famille Kabuga deux immeubles situés à Kigali, cela "unilatéralement et en violation de la loi".

"C'est incompréhensible", s'est indigné M. Mukurarinda, expliquant que le colonel Karegeya "n'était pas habilité à le faire".

Toujours selon le porte-parole du parquet, l'ancien patron des renseigne-

ments extérieurs avait, aux frais de l'Etat, payé le séjour de deux enfants de Kabuga venus au Rwanda pour reprendre possession des biens saisis.

En octobre 2010, l'armée rwandaise avait déjà accusé le colonel Karegeya, d'avoir entravé l'arrestation du milliardaire rwandais qui mènerait l'essentiel de son commerce au Kenya, selon plusieurs sources.

Cette accusation avait été publiée sur le site internet www.kagame.com par le porte-parole de l'armée, le lieutenant-colonel Jill Rutaremwa, et le conseiller du président pour les questions de défense, le brigadier général Richard Rutatina.

"A un moment donné, alors que les services de sécurité étaient sur le point de mettre la main sur Kabuga au Kenya, c'est Karegeya qui l'a prévenu en échange d'importantes sommes d'argent", alléguaient les deux officiers.

M. Karegeya et trois autres anciens dignitaires exilés et aujourd'hui passés dans l'opposition –l'ancien chef d'état-major de l'armée, le général Faustin Kayumba Nyamwasa, le major Théogène Rudasingwa, ancien directeur de cabinet du chef de l'Etat, et Gerald Gahima, ancien procureur général– ont été jugés par contumace et condamnés le 14 janvier à de lourdes peines de pri-

son.

Ils ont été reconnus coupables de “trouble à l’ordre public, atteinte à la sécurité de l’Etat, injures et diffamation, +sectarisme+ et association de malfaiteurs”.

Le Rwanda les accuse par ailleurs d’avoir créé un nouveau groupe rebelle dans l’est de la République démocratique du Congo (RDC), ce qu’ils nient.

Ils ont revanche officiellement créé en décembre depuis les Etats-Unis une nouvelle formation politique, le Congrès national du Rwanda (RNC) qui défend la lutte “pacifique” contre la “dictature” du président Kagame et coordonne désormais ses activités avec les Forces démocratiques unifiées (FDU), un autre parti d’opposition.

(AFP / 09 février 2011 09h07)